

La Commission européenne garde un œil sur la dette belge

Budget Les prévisions de l'exécutif européen sont moins optimistes que celle du fédéral.

Le ministre belge des Finances Johan Van Overtveldt (N-VA) a rosé de plaisir, jeudi, à la lecture des prévisions économiques de printemps de la Commission européenne. "La Commission voit une croissance économique en hausse, une diminution plus rapide du chômage ainsi qu'une évolution favorable des finances publiques", s'est félicité le grand argentier belge.

L'exécutif européen prévoit que le déficit public de la Belgique sera de 1,9 % de son produit intérieur brut (PIB) en 2017. C'est une amélioration par rapport aux prévisions économiques d'hiver qui établissaient le déficit 2017 à 2,2 % du PIB.

Il n'en reste pas moins que l'exécutif européen n'est pas aussi optimiste que le gouvernement belge en la matière : celui-ci table sur un déficit de 1,7 % du PIB à la fin de cette année. De plus la Commission estime que le déficit belge remontera à 2 % en 2018.

Une dette toujours trop élevée

Par ailleurs, le niveau de la dette publique belge reste un sujet de préoccupation pour la Commission.

Certes, le ratio dette/PIB baissera de 105,9 % en 2016 à 105,6 % en 2017 – la Commission ne tient pas compte de la vente par la Belgique de 25 % de ses actions dans BNP Paribas. Cette vente pourrait réduire la dette de 0,5 %, pour autant que son montant y soit consacré. La Belgique cependant, reste l'un des quatre pays de la zone euro, avec la Grèce, l'Italie et le Portugal, à afficher un taux d'endettement public supérieur à 100 % du PIB.

Afin de respecter "son objectif à moyen terme" de diminution de la dette, la Belgique est censée réduire son déficit structurel de 0,6 % pour atteindre son objectif budgétaire à moyen terme d'équilibre structurel à l'horizon 2018... que le gouvernement a repoussé à 2019. Selon la ministre du Budget Sophie Wilmès (MR) le déficit structurel devrait être de 0,93 % fin 2017. La Commission en doute: elle prévoit un déficit structurel de 1,6 % en 2017 (là où le gouvernement mise sur -0,4 %) et de 2 % en 2018, à politiques inchangées.

Le collège des commissaires se penchera la semaine prochaine sur le cas belge. Reste à voir s'il fera preuve de patience, comme pour d'autres pays.

OleB

Ce que prévoit la Commission pour la Belgique

INDICATEURS ÉCONOMIQUES POUR LA BELGIQUE



Source : Commission européenne

IPM GRAPHICS